



TEST D'ACCÈS AU VACIN

Actualisation de janvier 2021

Contexte

Le monde entier s'est lancé dans une course contre la montre pour trouver un vaccin et des traitements sûrs et efficaces contre le COVID-19. Lorsqu'ils seront prêts, ce vaccin et ces traitements doivent être mis à la disposition de toutes celles et tous ceux qui en ont besoin, quels que soient leur nationalité ou leurs moyens financiers. Seule une distribution mondiale équitable des vaccins contre le COVID-19 permettra de mettre fin à la pandémie rapidement. Les actions des dirigeants et dirigeantes du monde nous rapprochent-elles d'un accès équitable au vaccin ? Le nouveau Test d'accès au vaccin de ONE répond à cette question, en attribuant, selon une méthodologie détaillée, une note à chaque pays et à chaque accord passé avec les entreprises pharmaceutiques :

- **Soutien financier au dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le COVID-19 (ACT-A)** : quel est le soutien financier apporté à l'ACT-A, le seul mécanisme en mesure d'apporter une réponse mondiale et coordonnée à la pandémie ?
- **Leadership multilatéral** : qui fait avancer la coopération multilatérale pour garantir un accès équitable au futur vaccin ?
- **Politiques d'équité** : quelles sont les mesures prises pour aider à garantir que les vaccins soient accessibles à toutes et tous ?
- **Accords** : chaque contrat passé avec une entreprise pharmaceutique pour l'accès à un vaccin potentiel contre le COVID-19 est noté de manière individuelle, basé sur la façon dont ils font ou non progresser l'accès mondial aux vaccins. Si un pays ou un groupe de pays a signé un ou plusieurs accords avec une entreprise pharmaceutique, la moyenne des notes attribuées à ces contrats sera ajoutée à la note finale.

A ce jour, ONE a noté les pays du G20, l'Union européenne, l'Union africaine, ainsi que les entreprises pharmaceutiques travaillant au développement de candidats vaccins. [Le graphique 1 ci-dessous récapitule les notes finales, et le détail se trouve sur le site ONE.org/fr/test-daccès-au-vaccin.](#)

Les grandes tendances

Le déploiement de vaccins efficaces et sans risque un an après l'apparition des premiers cas de COVID-19 constitue une réussite scientifique sans précédent. Nous disposons désormais des outils permettant de vaincre le virus et de mettre un terme à la pandémie de COVID-19. Cependant, le Test d'Accès au Vaccin révèle des tendances inquiétantes. En effet, cette incroyable réussite scientifique pourrait être menacée par des conditions d'accès au vaccin inégales à l'échelle mondiale.

Nous observons en particulier trois tendances qui pourraient prolonger la durée de vie de la pandémie de plusieurs années :

1. **la concurrence accrue entre les pays riches monopolise la demande mondiale et risque d'exclure les pays à faible revenu et les organismes multilatéraux.** La moitié des 7 milliards de doses qui ont été achetées à ce jour sont uniquement destinées à quatre acheteurs (l'UE, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada), qui représentent conjointement 11% de la population mondiale¹. Il est normal que les gouvernements désirent protéger leurs citoyens avant tout. Mais cette approche nationaliste se retournera contre eux et rallongera la durée de la pandémie pour tout le monde. Si ces inégalités d'accès persistent, l'accès au vaccin contre le COVID-19 pour les pays les plus pauvres pourrait être extrêmement restreint

¹ Duke, *Launch and Scale Speedometer* (Lancement et mise à l'échelle du compteur de vitesse). 15 janvier 2021.

jusqu'en 2024. Tant que le virus ne sera pas maîtrisé dans le monde entier, il demeurera une menace pour toutes et tous. Il continuera à muter, à franchir les frontières et à faire des ravages dans l'économie mondiale.

Bonne nouvelle : ce mois-ci l'Union africaine s'est procuré 270 millions de doses du vaccin dans le cadre d'un accord historique pour l'Afrique, l'un des seuls accords à ce jour - en dehors de la facilité COVAX - qui bénéficiera aux personnes qui vivent dans des pays à faible revenu. Mais de nouvelles actions doivent être entreprises pour garantir que la facilité COVAX dispose des fonds nécessaires pour fournir des vaccins aux pays à faible revenu et venir corriger ce déséquilibre ;

- 2. alors que les livraisons de vaccins s'intensifient dans les pays riches nous risquons de fortement dépendre d'une approche de « ruissellement » pour améliorer l'accès au niveau mondial.** L'idée que certains des pays les plus riches ont réservé suffisamment de doses pour vacciner plusieurs fois leurs populations apparaît de plus en plus comme une évidence. Ces pays doivent immédiatement adopter les *Principles for Sharing COVID-19 Vaccine Doses*² (Principes de partage des doses de vaccin contre le COVID-19) et s'associer au dispositif COVAX pour fournir des doses supplémentaires permettant d'assurer une distribution équitable. Mais, bien que nécessaire, cette approche du « ruissellement » ne doit pas devenir une stratégie mondiale pour faciliter l'accès au vaccin. Il faudra attendre plusieurs mois avant que les dons ne soient suffisants pour alimenter de manière satisfaisante la chaîne d'approvisionnement mondiale, et un modèle de dons bilatéraux entre les pays risque d'entraîner un acheminement des vaccins moins efficaces ou défectueux vers les populations les plus vulnérables ;
- 3. La production demeure le principal obstacle à un accès équitable.** Les efforts menés afin d'augmenter l'offre disponible devraient être aussi conséquents et ambitieux que les mesures prises afin de développer le vaccin. Les pays et les entreprises doivent massivement investir dans l'augmentation exponentielle des capacités de production et conclure des accords de cession de sous-licence afin de garantir une couverture mondiale. Pour cela, ils pourraient s'inspirer de l'Union européenne qui a investi 100 millions d'euros dans le développement des capacités de production des vaccins Pfizer et BioNTech, dont la capacité de production est passée de 1,3 milliard de doses en 2021 à 2 milliards de doses. Cette hausse est en partie due à la reconversion d'usines existantes. Les entreprises pharmaceutiques doivent également participer à cet effort en élargissant l'accès à leurs droits de propriété intellectuelle, notamment en adhérant à la communauté de brevets volontaire C-TAP de l'OMS, en soutenant une dérogation aux ADPIC en matière de propriété intellectuelle et en multipliant les accords de cession de sous-licences volontaires. Ces actions doivent s'accompagner des transferts de technologie nécessaires et du partage des informations exclusives requises pour produire les vaccins à l'échelle locale.

Pourquoi l'accès aux vaccins est-il si important ?

Garantir un accès au vaccin à l'ensemble des citoyennes et des citoyens en 2021 apparaît comme le moyen le plus rapide d'éradiquer la pandémie. À ce titre, il est nécessaire de vacciner en priorité les personnes les plus vulnérables, le personnel soignant et les professionnels en première ligne qui risquent leur vie pour protéger la nôtre.

Si nous ne protégeons pas l'ensemble de la population mondiale, le virus continuera à se propager et de nouvelles souches évolueront, ce qui rallongera la durée de vie de la pandémie et continuera à menacer les vies et les moyens de subsistance des populations du monde entier.

Une étude récente du laboratoire MOBS de la Northeastern University montre qu'il pourrait y avoir deux fois plus de décès dus au COVID-19 si les pays riches monopolisent les deux premiers milliards de doses au lieu de s'assurer qu'elles soient bien distribuées dans le monde entier. En effet, même avec une offre excédentaire de vaccins dans les pays riches, tout le monde ne choisira pas d'être vacciné et aucun vaccin ne sera efficace à 100 %, ce qui laissera de larges proportions de populations vulnérables.

² COVAX. Principles for Sharing COVID-19 Vaccine Doses (Principes de partage des doses de vaccins contre le COVID 19). 18 décembre, 2020.

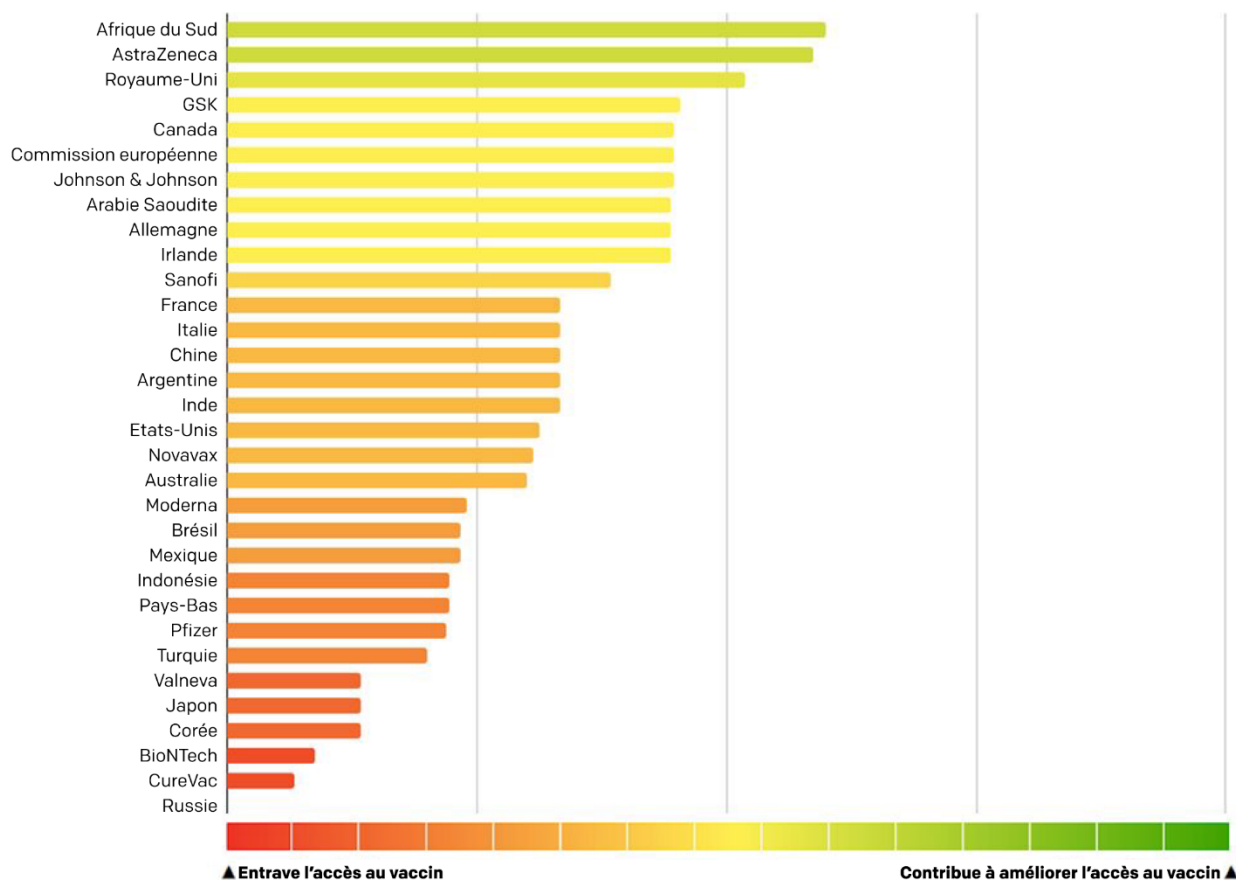
En outre, des recherches récentes de RAND suggèrent qu'une pandémie prolongée à cause d'une distribution inégale des vaccins coûterait à l'économie mondiale 1 200 milliards de dollars par an (dans le cas où seuls les pays qui développent le vaccin actuellement y ont accès). Dans l'hypothèse où seuls les pays à faible revenu sont exclus de l'accès initial aux vaccins COVID-19, il a été estimé que l'économie mondiale perdrait encore environ 153 milliards de dollars par an, soit 13 milliards de dollars par mois. Le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré que l'économie mondiale pourrait se redresser plus rapidement et que le revenu mondial pourrait augmenter de 9 000 milliards de dollars d'ici à 2025 si les pays coopèrent sur la distribution du vaccin.

Qui plus est, des milliards de dollars de fonds publics ont été dépensés afin d'accélérer le développement et la mise à disposition du vaccin contre le COVID-19. Maintenant que ces investissements portent leurs fruits, les bénéfices doivent revenir au public et pas seulement aux entreprises susceptibles de réaliser des profits.

En bref : si les pays les plus riches monopolisent les doses de vaccin, la reprise mondiale en sera fortement impactée.

Et maintenant ?

Le test d'accès au vaccin sera un peu différent au mois de février ! Notre équipe réfléchit à la mise à jour de certains critères afin de mieux refléter le contexte actuel de la course au développement et au déploiement du vaccin contre le COVID-19. Notre prochain résumé – qui reflètera ces mises à jour – sera publié fin février et nous permettra de continuer à évaluer la manière dont les pays et entreprises améliorent l'accès au vaccin au cours de cette période critique de lutte contre le COVID-19.



Qui est en tête du classement ce mois-ci ?

- **L’Afrique du Sud** a manifestement démontré son leadership multilatéral en matière d’équité et a récemment amélioré ses recommandations nationales afin de mieux prioriser la vaccination des populations les plus vulnérables. Mais, ce mois-ci, le pays s’est hissé à la première place du classement principalement en raison de la signature de son premier accord bilatéral avec AstraZeneca, l’un des accords les mieux notés à ce jour sur la question de l’équité. Cet accord prévoit en effet la livraison de 1,5 millions de doses dans ce pays de près de 60 millions de personnes avec une phase de déploiement progressif.
- **La Commission européenne** est redescendue dans le classement et sa note a baissé : elle est passée de la deuxième à la sixième place en raison d’un manque de leadership multilatéral et à cause de l’accumulation de contrats pour l’achat de 2,3 milliards de doses de vaccins aux résultats prometteurs.
- **L’Irlande**, nouvelle venue, entre au classement avec un score de 4 sur 9 grâce à un solide engagement financier en faveur de l’ACT-A, son adhésion au dispositif COVAX en tant que pays membre de l’Union européenne, et par la publication de directives nationales qui donnent la priorité aux populations à risque.
- **GSK** a gagné 1 point au classement grâce à son engagement en faveur des transferts de technologie et à la mise à disposition de son adjuvant aux populations les plus vulnérables par l’intermédiaire de dons et par sa coopération avec des institutions mondiales qui donnent la priorité à l’accès au vaccin.
- Le score du **Canada** a augmenté de deux points en raison de son impressionnant engagement financier en faveur de l’ACT-A. Il est ainsi passé du milieu du classement au top 5. Avant les vacances de Noël, le Canada s’est engagé à verser 485 millions de dollars canadiens en nouvelles contributions à l’ACT-A, ce qui porte son engagement financier à 898 millions de dollars canadiens.
- **Les États-Unis** ont vu leur score augmenter de 1 point au classement grâce à un engagement de 4 milliards de dollars en faveur de l’ACT-A, ce qui en fait le premier donateur.
- **Novavax** a gagné un point supplémentaire pour la signature d’un partenariat avec le Serum Institute en Inde afin de fournir 100 millions de doses de vaccin au dispositif COVAX, ce qui a permis de mettre à disposition leur vaccin aux 92 pays soutenus par le dispositif AMC COVAX de Gavi.
- **L’Australie** a gagné un point grâce à son engagement d’un demi-milliard de dollars de nouvelles dépenses d’aides étrangères pour contribuer à l’achat et au déploiement des vaccins contre le COVID-19 dans le Pacifique et en Asie du Sud-Est, ce qui témoigne de son engagement en faveur d’un accès équitable.
- **AstraZeneca, CureVac, BioNTech, Tukey, Pfizer, le Mexique et Moderna** ont vu une légère hausse de leur score en raison de la signature de nouveaux contrats concernant le vaccin ou la mise à jour de contrats déjà conclus.
- **Quatre nouveaux accords** ont été conclus depuis la dernière mise à jour, notamment entre Novavax et l’Australie, Moderna et la Corée, Pfizer et le Mexique et AstraZeneca et l’Afrique du Sud. L’un des accords précédemment évalués entre CSL et l’Australie a été retiré du test car le gouvernement australien y a mis fin.